

## DÉNEIGEMENT

# Contre la fonte du service public

Les quelque 150 chauffeurs qui déneigent les routes haut-rhinoises ont manifesté hier matin à Colmar devant le siège du Département. Ils dénoncent le choix de ne plus déneiger 700 des 2 500 km de routes départementales (« L'Alsace » du 27 octobre), au détriment de la sécurité des usagers et de leurs conditions de travail.

Clément Tonnot

« Route non déneigée, non salée... Merci Eric. » Les panneaux signalant les quelque 700 kilomètres de routes haut-rhinoises qui ne seront plus déneigées cet hiver (L'Alsace du 27 octobre) étaient de sortie hier matin devant l'Hôtel du Département à Colmar. Sur le parvis, quelque 150 agents routiers de la collectivité, chauffeurs d'engins de déneigement pour l'essentiel, manifestaient contre la mesure, « votée en catimini en juillet ».

« On ne peut pas faire des économies sur le dos de la sécurité de nos concitoyens », martèle Christophe Odermatt, secrétaire général du syndicat FO des agents de la collectivité, qui dénonce « un abandon de service public ». « Comment les élus assumeront

ces économies quand les gens finiront dans le décor ? » Des tracts montrant une voiture au fossé sous la neige, avec la mention « Eric m'a tué », font écho à ces propos. Eric Straumann, le président du conseil départemental, est clairement dans le viseur.

## Austérité contre sécurité ?

Pour frapper les esprits, les manifestants relèvent que certaines lignes scolaires emprunteront des itinéraires non déneigés, comme la RD 429 près de Guebwiller. La comparaison avec d'autres départements, avancée par la majorité haut-rhinoise pour justifier les économies sur le sel, est aussi battue en brèche : « La Moselle ne délaisse que 50 km de routes sur 4000, soit 1 % du réseau, et ces routes

restent fermées à la circulation », commente Christophe Odermatt.

Sur le fond, le syndicat FO rapproche cette affaire du précédent conflit avec les pompiers. « La logique d'austérité se traduit par une dégradation de la sécurité et les conditions de travail. » Les circuits de déneigement, dont le nombre a été ramené de 65 à une quarantaine, ont été rallongés, avec un moindre recours aux entreprises privées. Conséquence, selon FO : « Certains chauffeurs peuvent être amenés à travailler 17 h par jour, de 3 h à 20 h, alors qu'auparavant, ces tournées étaient assurées par des doubles équipages. »

Les manifestants dénoncent enfin la disparition des binômes de conduite, expérimentée l'an dernier en plaine, et aujourd'hui généralisée, y compris sur les routes de montagne. « L'expérimentation a été jugée concluante, contre l'avis des représentants du personnel », déplore Christophe Odermatt. « Être seul sur un engin, c'est dangereux, surtout quand il y a des manœuvres à faire », regrettent deux chauffeurs coutumiers des circuits de montagne.

## Les maires, grands absents

À l'arrivée, le syndicat FO se dit persuadé que la collectivité « n'a plus les moyens de faire face à un événement météorologique de grande ampleur », quand bien même les élus assurent que le nou-



La quasi-totalité des chauffeurs d'engins de déneigement ont manifesté hier.

Photos L'Alsace/Hervé Kleiwasser

veau système est « adaptable ». Priés par leur hiérarchie de libérer le parvis de la collectivité, les agents se sont réunis dans une salle du bâtiment, tandis qu'une délégation était reçue par Pierre Bihl, vice-président en charge de l'administration et des ressources humaines. Cette entrevue (lire ci-dessous) n'ayant débouché sur aucune avancée, les manifestants ont décidé de reconduire leur mouvement le mercredi 23 novembre, toujours devant le conseil départemental.

Si la mobilisation syndicale a bien fonctionné hier, le syndicat FO es-

père que cette nouvelle journée d'action donnera lieu à une vraie mobilisation citoyenne. Hier,

aucun des maires haut-rhinois, pourtant tous sollicités, n'a répondu à l'appel.

## « Pas pénalisés par la baisse des astreintes »

À la place d'Eric Straumann, dans le viseur du syndicat FO, c'est Pierre Bihl, vice-président en charge de l'administration, qui a reçu une délégation de manifestants. L'élu a de nouveau justifié la réorganisation par la nécessité de « faire des économies » (300 000 € espérés), « d'adapter un dispositif très lourd à des hivers doux » et de « préserver l'environnement ». « Les axes prioritaires seront traités de 3 h à 23 h et un deuxième service fonctionnera de 3 h à 20 h. Chaque commune sera au moins desservie par une route déneigée », assure Pierre Bihl. Concernant la crainte des agents de voir leur rémunération diminuer, « Eric Straumann et le directeur général des services se sont engagés pour qu'ils ne soient pas pénalisés par la baisse des astreintes », indique l'élu.



Le président du conseil départemental Eric Straumann en prend pour son grade sur les panneaux et les tracts distribués par les manifestants. Photo L'Alsace